

Régulation des ravageurs → Le Grab proposait, le 8 juillet, une visite Ecophyto sous le signe de la biodiversité fonctionnelle.

La gestion du vivant, complexe mais essentielle

Dans un contexte où les moyens chimiques de contrôle des ravageurs seront de plus en plus limités (c'est l'enjeu du plan Ecophyto* 2018), l'agriculture biologique comme l'agriculture conventionnelle se doivent de prendre en compte le potentiel des régulations biologiques naturelles. La protection des cultures a longtemps été raisonnée au niveau de la plante ou de la parcelle agricole. Il apparaît désormais clairement que l'environnement des parcelles a un impact important sur la régulation naturelle des populations de ravageurs. Ainsi, promouvoir la lutte biologique par conservation consiste à favoriser l'installation et le développement d'organismes auxiliaires indigènes naturellement présents dans l'environnement des cultures (insectes, acariens, araignées, mais aussi oiseaux, chauve-souris...), afin de restaurer et d'améliorer la biodiversité fonctionnelle.



Certains mélanges commerciaux à base d'espèces judicieusement choisies constituent de très bons réservoirs à auxiliaires.

Mélanges d'espèces et bandes fleuries

Le 8 juillet, en parallèle des portes ouvertes de la station expérimentale du Grab (Avignon), différents dispositifs permettant de favoriser l'installation d'auxiliaires naturels et adaptés aux conditions pédoclimatiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été présentés. Soutenue par la Chambre régionale Paca et l'Onema, dans le cadre du plan Ecophyto en Paca, cette visite avait pour objectif de faire la démonstration, sur un même site, de plusieurs dispositifs.

Depuis deux ans, le Grab travaille sur les mélanges commerciaux censés favoriser les auxiliaires contre pucerons entre les tunnels. En coopération avec le Lycée Agricole François Pétrarque d'Avignon, un travail identique est réalisé depuis cette année sur les mélanges de vivaces à semer sous le rang d'arbres fruitiers. Des mélanges se distinguent déjà par leur intérêt. "Il ne s'agit cependant pas d'un essai exhaustif sur les

mélanges proposés mais plus de la démonstration que tous les mélanges ne se valent pas et n'ont pas tous le même intérêt potentiel", explique Jérôme Lambion. Certaines espèces, le bleuet par exemple et les légumineuses en général, disposent d'un fort potentiel pour héberger les auxiliaires.

L'objectif est d'observer sur la durée comment s'installent ces mélanges et comment ils soutiennent la compétition vis-à-vis des adventices. La recherche de bandes fleuries adaptées pour favoriser les auxiliaires

res (prédateurs ou parasitoïdes) contre les pucerons, dans le cadre de semis entre les tunnels, est au Grab une thématique travaillée depuis plusieurs années.

La station a aussi conçu avec l'aide de l'Ilnra notamment des mélanges expérimentés dans un projet Casdar (Agath).

Porté par plusieurs partenaires dans la France entière, ce projet va rentrer dans sa deuxième année. Les résultats sont déjà intéressants comme par exemple l'association d'une céréale et d'une fève dans un semis de printemps. Des semis d'automne doivent maintenant être testés.

Dans les abris et en plein champ, la mise en place de bandes fleuries pour favoriser les punaises mirides prédatrices d'aleurodes, d'acariens, de pucerons, de Tuta est un autre dispositif que le Grab expérimente. Là aussi, les résultats sont très positifs. "Dans les différentes observations, le souci et le gémium se sont révélés de très bons refuges pour les punaises prédatrices (*Macrolophus* et *Dicyphus*) notamment en hiver, ce qui est l'objectif", commente Jérôme Lambion.

Dans la continuité de cet essai, le projet Ecophyto Macro Plus va permettre au Grab de travailler avec différents partenaires comme l'Apur, la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône, la Serail ou l'Ilnra de Perpignan sur ces bandes fleuries pour favoriser les punaises prédatrices.

Comme l'explique le technicien, "l'objectif est de travailler sur des zones refuges au sein de l'exploitation qui servent ensuite de réservoirs d'auxiliaires. Certaines espèces de bandes fleuries ont un fort potentiel attractif. À nous d'établir des stratégies qui favorisent les auxiliaires dans les cultures le plus tôt possible". Un autre dispositif sur la théma-

tique de la biodiversité fonctionnelle concerne l'implantation d'une bande d'innu visqueuse. La plante vivace est potentiellement intéressante pour favoriser les auxiliaires contre la mouche de l'olive et contre différents ravageurs en maraîchage. Il s'agit d'un essai conduit avec l'Ilnra dont le premier travail consiste à identifier et dresser le bilan des insectes que l'innu visqueuse peut héberger.

Intérêt de la flore spontanée

Le Grab s'intéresse donc à l'aménagement d'espèces végétales mais aussi à la flore spontanée sur différents sites, à la station d'Avignon comme chez des producteurs. Des essais, qui ont consisté à laisser se développer l'enherbement naturel, ont montré la formation de réservoirs naturels d'auxiliaires indigènes. Ces zones peu perturbées ont révélé un potentiel d'hébergement intéressant pour certains auxiliaires. Au final, cette visite a permis de sensibiliser une cinquantaine de producteurs et de techniciens à la biodiversité fonctionnelle et d'échanger avec le public. Les contraintes, mais surtout les premiers résultats très positifs que ces aménagements procurent, ont été présentés. Quelques producteurs ayant déjà mis en place certains de ces aménagements sur leur exploitation ont aussi pu témoigner de leur expérience et peut-être susciter des émules...

E.D.

* Le plan Ecophyto est piloté par le ministère de l'Agriculture, avec l'appui financier de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques, par les crédits issus de la redevance pour pollutions diffuses.

Fruits et légumes → La Commission européenne a annoncé des mesures exceptionnelles. Les producteurs soulignent la crise de toute la filière fruits et légumes.

Mesures exceptionnelles

La Commission européenne a annoncé un certain nombre de mesures exceptionnelles pour venir en aide aux producteurs de fruits et légumes, notamment les pêches et nectarines. En préparation depuis quelques semaines, ces mesures ont été proposées plus rapidement que prévu suite à l'annonce de l'embargo russe.

La Commission souhaite ainsi faire passer à 10 % (contre 5 % auparavant) la production des organisations de producteurs (OP) pouvant être retirée du marché pour être distribuée gratuitement.

Une aide correspondant à 50 % du prix de retrait prévu pour les OP pourra être versée aux non-membres d'OP. 125 M€ sont débloqués pour ces retraits du marché pour les distributions gratuites et pour des compensations pour récolte en vert et non récolte.

Applicables jusqu'à fin novembre, les mesures devaient s'appliquer ré-

troactivement à partir du 18 août une fois parues au Journal officiel.

Dans la liste des produits concernés se trouvent les tomates, carottes, choux blancs, poivrons, choux-fleurs, concombres, cornichons, champignons, pommes, poires, fruits rouges, raisins de table et kiwis.

Des fonds supplémentaires seront également alloués aux opérations de promotion prévues par les OP.

Une autre réunion devait se tenir le 22 août à Bruxelles pour évoquer les autres produits et filières impactés.

Un conseil extraordinaire des ministres de l'Agriculture européens aura également lieu le 5 septembre, exclusivement dédié à la question de l'embargo.

Xavier Beulin, président de la FNSEA, a salué la réactivité de la Commission européenne même si la FNSEA attend tout de même d'autres mesures. Il a par ailleurs évoqué

l'idée de distribuer aux plus nécessiteux les fruits et légumes retirés du marché européen, notamment aux réfugiés d'Irbil, au nord de l'Irak.

Le ministre de l'Agriculture a également salué les décisions prises par la Commissaire européenne à l'agriculture.

Dans ce contexte d'embargo russe, Stéphane Le Foll et Carole Delga, secrétaire d'Etat chargée du Commerce, ont par ailleurs annoncé l'intensification de la campagne de contrôle sur les fruits et légumes. Une mesure qui permettra "en particulier de vérifier la présence de bons de commande avec prix de vente lors du transport de cargaisons de fruits et légumes".

Barrage d'agriculteurs

au Boulou

200 agriculteurs ont bloqué mercredi 13 août le péage du Boulou, à la

frontière espagnole. Répondant à l'appel de la FDSEA et de Jeunes Agriculteurs des Pyrénées Orientales, du Syndicat des Vignerons et de la FDSEA du Gard, ils ont protesté contre le dumping social et commercial mené par les pays voisins et qui menace selon eux la survie de leurs exploitations. "Nous réclamons que la France porte plainte contre l'Espagne pour dumping économique", a déclaré Yves Arts, président de la FDSEA 66.

Les agriculteurs ont offert des fruits aux passagers des voitures de tourisme qu'ils ont laissé passer, mais ils ont arrêté les camions espagnols, appasant des tracts sur leur marchandise.

Les demandes de la profession

Légumes de France, la FNPF (Fédération nationale des producteurs

de fruits), Felcoop et le Gélif (Association de gouvernance économique des fruits et légumes) attendent de la Commission européenne des mesures exceptionnelles pour "enrayer la spirale de spéculation et de baisse des prix" et éviter que "les pays européens ne se livrent entre eux à des actions commerciales agressives" suite à la double crise que traversent leurs filières, victimes d'une concurrence déjà très forte à laquelle l'embargo russe s'est ajouté début août.

Ils souhaitent ainsi que soient retirés du marché "l'équivalence des fruits et légumes exportés en Russie" et qu'un système de compensation des pertes de marge brute subies par les entreprises de la filière" soit instauré. "Il est primordial que soit mise en place une caisse dédiée type E. Coli", ont-ils précisé.

D'après Actuagri